

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français de la IV^e Internationale

Grève des Métallos à Fives - Lille

Les 23 et 24 Mars, les métallos de Fives-Lille sont entrés en grève pour l'augmentation des salaires et des rations alimentaires. La grève était dirigée contre le "gouvernement" de Vichy, qui est de plus en plus impopulaire dans la population ouvrière du Nord.

PAS DE TERRORISME INDIVIDUEL ! PAS D'ACTIONS ISOLÉES !

Il faut préparer l'action de masse pour la défense de l'URSS, pour la libération socialiste de l'Europe et du Monde !

Sur le front Est, la campagne d'hiver est pratiquement terminée. De tardives vagues de froid gênent encore les opérations militaires dans le secteur nord du front, mais partout ailleurs le dégel se poursuit. Les deux camps préparent leurs forces : du côté allemand, on s'apprête à l'offensive qui doit "rejeter le bolchevisme au-delà de l'Oural" ; du côté soviétique on s'apprête à une nouvelle résistance aussi acharnée que le fut celle de 1941.

Au seuil de la campagne de printemps il importe de faire un "bilan" des opérations militaires de cet hiver. Et surtout de tirer les leçons qu'elles comportent pour le mouvement ouvrier.

Malgré l'hiver les nazis n'ont presque rien perdu au point de vue territorial.

Les offensives soviétiques ont permis essentiellement d'arrêter l'avance allemande sur le front de Leningrad-Cronstadt (où cependant les troupes de l'impérialisme nazi occupent toujours les faubourgs du "berceau de la révolution", en particulier Schusselbourg). Entre Leningrad et Moscou, les Allemands occupent toujours Tver (Kalinin) et la 16^e armée allemande tient toujours Staraja-Roussa. L'Armée Rouge a repris devant Moscou les villes de Mojaïsk et Kalouga, elle a dépassé, sans les occuper, les villes de Briansk et Viasma et elle est parvenue à 9 km. de Smolensk. Les allemands sont toujours à Gjsk, qui est à moins de 200 km. de Moscou.

Dans le secteur du Donetz, les Allemands sont toujours maîtres de Kharkov et de Stalino. Dans le secteur sud, ils n'ont perdu ni Iagorog, ni Marioupol, ni Crimée, l'Armée Rouge a repris Kerch mais elle a reperdu Feodosia et Eupatoria.

En résumé, s'il fallait conclure le bilan de la campagne d'hiver soviétique sur ce seul point de vue des gains territoriaux, il apparaîtrait que les Allemands ont maintenu leur front : c'est, en définitive, ce qu'ils désiraient avant tout.

Mais les attaques incessantes de l'Armée Rouge et des Partisans ont fatigué et affaibli l'armée allemande.

C'est là surtout le résultat positif de cette campagne, résultat qui aura, qui a déjà de profondes répercussions sur les opérations militaires à venir et sur la politique nazie. Les premiers craquements de l'appareil nazi se sont fait sentir : le 21 décembre 1941, Hitler "débarquait" Von Brauchitsch et prenait la direction de l'état-major allemand. En même temps, plusieurs généraux étaient remplacés (en particulier von Bock par von List, sur le front de Leningrad). La presse allemande devenait soudain beaucoup moins optimiste et la *Brüsseler Zeitung* allait jusqu'à admettre l'éventualité de défaites, "même de très lourdes défaites".

Les Soviétiques ont empêché Hitler de préparer l'offensive de printemps en toute quiétude : c'est un résultat très important. En apportant à l'U.R.S.S. en danger une aide, chaque jour plus efficace, le prolétariat américain et anglais et celui de tous les pays occupés en Europe feront que cette "campagne de printemps" de l'impérialisme nazi sera un nouvel et décisif échec pour les ennemis de la classe ouvrière. Le prolétariat soviétique, aussi héroïque qu'en 1917-20, a une fois de plus montré l'exemple au prolétariat mondial.

Encore une fois : comment aider l'Union Soviétique ?

L'impérialisme nazi est en proie à une grave crise de main-d'œuvre spécialisée. Un nombre croissant d'ouvriers allemands sont en effet mobilisés sur le front de combat. Il va donc falloir faire appel à la main-d'œuvre étrangère et la campagne pour le recrutement de cette main-d'œuvre s'est intensifiée. En France, les Allemands interdisent l'augmentation des salaires, et vont même jusqu'à les diminuer : ainsi l'ordonnance de la commandantur de St-Germain qui diminuait les salaires dans tous les chantiers travaillant pour les Allemands. Après cela on inscrit sur des affiches : "Si tu veux gagner davantage".

Le bombardement de Boulogne-Billancourt a été le prétexte pour les nazis de créer une permanence de recrutement de main-d'œuvre à Boulogne même. Comme quoi une bonne occasion n'est jamais perdue.

En même temps le pillage de la France et de l'Europe se poursuit : après cela, en Allemagne, on dit aux ouvriers étrangers : "Vous voyez, ici on vous donne plus de pain, nous sommes plus généreux que vos patrons et C^o".

C'est le devoir du prolétariat français d'exiger un relèvement des salaires au niveau du coût de la vie.

C'est le devoir du prolétariat français de refuser net le départ en Allemagne et d'exiger dès maintenant la remise en route de l'industrie française pour une production de paix (transports, mécanisation de l'agriculture, électrification du pays).

C'est le devoir du prolétariat français d'exiger la suppression du secret commercial et le contrôle ouvrier sur la production, qui lui permettra de démasquer les odieuses combinaisons qui enrichissent les trusts.

C'est le devoir du prolétariat français d'exiger l'augmentation des rations de pain, de viande et de vin, d'exiger la suppression du contrôle policier sur le ravitaillement, sur le marché noir des pauvres mais égal et corrompu quand il s'agit de lutter contre le marché noir des riches. Il faut exiger le contrôle populaire sur le ravitaillement qui, seul, permettra de dépister les grands fraudeurs et surtout qui mettra à nu le scandale des réquisitions nazies.

C'est le devoir du prolétariat français de s'organiser pour qu'aboutissent ses revendications vitales, de s'organiser par l'usine, à l'usine, sur le chantier, dans les habitations et les quartiers, de s'organiser dans les syndicats, dans des groupes ouvriers d'action qui permettront d'engager l'action dans une période favorable, avec le maximum de sécurité.

Où l'heure est à la préparation de l'action. Elle n'est pas encore l'heure de l'action.

L'impérialisme nazi est affaibli. Il semble bien que l'année 1942, pas plus que l'année 1941, ne verra la victoire du nazisme sur le front Est. L'impérialisme allemand reste cependant assez fort pour réprimer dans le sang toute tentative partielle de révolte qui se ferait jour en Europe occupée. Nous nous adressons à nos camarades stalinistes pour qu'ils tirent les leçons de 1941. A quoi ont abouti les manifestations isolées de juillet-août 1941 ? A quoi nous a mené toute cette agitation dans le vide, qui s'est faite sous le mot d'ordre "A l'action ! A l'action !" ? A l'emprisonnement de milliers des meilleurs militants ouvriers : à un

nouvel arrêt de la combativité du prolétariat, stupéfait de la répression sans précédent qui s'est abattue sur le mouvement ouvrier. Allons-nous assister à de nouvelles et folles aventures du même genre ? Les derniers textes stalinistes nous font prévoir pire. Le bulletin du Parti Communiste intitulé "La politique Communiste" (Numéro de Décembre 1941) contenait cette phrase (p. 28) : « En réponse aux nouvelles trahisons de la clique de Vichy, la lutte des patriotes français doit s'intensifier et ainsi nous rapprocherons l'heure de la délivrance, car « l'action de sabotage généralisée, le camouflage des récoltes « pour les soustraire à l'envahisseur gênent terriblement l'ennemi et sont le prélude de l'action des francs-tireurs (1) qui, « inévitablement surgiront du sol de France pour chasser l'envahisseur ». Que nous prépare-t-on ? Des actions de groupes armés qui seront massacrés aussitôt formés ? Des actions "putschistes" qui provoqueront de la part des nazis et de Vichy un surcroît de répression, qui n'aboutiront qu'à entraver la marche de la classe ouvrière sur la route de sa libération sociale ? Des actions qui, en définitive, profiteront uniquement à l'impérialisme anglo-saxon et non à l'Etat ouvrier qui n'a nul besoin de ces actions aventuristes mais de l'organisation lente et patiente de la lutte finale du prolétariat contre tous les impérialismes ? Si c'est de cela qu'il s'agit, alors nous n'hésitons pas à dire que ces actions seront criminelles, qu'elles feront couler inutilement le sang ouvrier.

Camarades stalinistes ! Travailleurs sans parti ! Défendre l'Etat ouvrier, abattre l'impérialisme nazi, telles sont les tâches du prolétariat français et de toute l'Europe occupée.

Mais défendre l'U.R.S.S. n'a jamais signifié défendre les capitaux de la City et ceux de Wall-Street. Défendre l'Union Soviétique c'est organiser partout la lutte pour les revendications vitales et pour la prise du pouvoir par de véritables comités ouvriers et paysans. De même nous n'abandonnerons pas le nazisme en sacrifiant les meilleurs d'entre nous dans des combats stériles et isolés. En U.R.S.S., l'action des ouvriers pour la levée en masse a sauvé Moscou, Leningrad et Rostov, ce que le génie des maréchaux stalinistes n'aurait pu réaliser.

En France, en Europe occupée, les ouvriers sauront s'unir et s'organiser pour porter, au moment favorable, le coup fatal à l'impérialisme nazi.

En U.R.S.S., en France, en Europe occupée, les ouvriers sauront tendre la main à leurs frères allemands, trompés et menés à la boucherie comme les ouvriers d'Angleterre et des U.S.A.

Partout la classe ouvrière préparera, en construisant la IV^e Internationale, la victoire prolétarienne et les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du Monde.

(1) Souligné par nous.

L'état de siège à Saint-Nazaire

Après la tentative de débarquement des Anglais, l'état de siège a été proclamé dans la région de Saint-Nazaire pour permettre aux nazis de réduire des révoltes armées d'une petite partie de la population.

C'est, du moins, ce qui ressort de nos informations. L'état de siège est certain. Pourquoi a-t-il été proclamé ? Là, nos informations sont insuffisantes.

71^e anniversaire de la Commune

Il y a 71 ans, les ouvriers de Paris étaient au pouvoir.

La situation présentait quelque analogie avec celle d'aujourd'hui : la défaite, l'invasion du territoire et les privations consécutives au siège avaient précipité les événements. La Commune pouvait vaincre. Mais Bismarck laissa Thiers réorganiser une armée contre les insurgés parisiens. Devant la révolution prolétarienne, les ennemis d'hier sentirent leur intérêt commun : écraser le pouvoir ouvrier.

La Commune commit de lourdes fautes : elle ne sut même pas confisquer l'or de la Banque de France, organiser l'attaque contre Versailles, se tenir en liaison avec le prolétariat des autres pays, ni même avec celui de province. Elle resta un mouvement localisé, peu conscient des nécessités de l'heure, encore imprégné d'idées nationalistes et blanquistes. Néanmoins, elle était pour la bourgeoisie un danger mortel.

Aujourd'hui, dans la France envahie, le mécontentement gronde. La possibilité d'une nouvelle Commune, qui, cette fois, ne serait pas localisée à Paris, constitue le plus grand sujet d'inquiétude de Hitler comme de Pétain. De même que Bismarck permit à Thiers d'écraser les ouvriers parisiens, de même que Foch et Clemenceau laissèrent aux Ebert, Noske et Scheidemann les moyens de massacrer les Spartakistes allemands, de même Hitler laisse à la bourgeoisie française vaincue une force armée suffisante — du moins il le croit — pour venir à bout de toute tentative révolutionnaire. Et la guillotine française s'unit aux fusils allemands pour la répression anti-communiste.

Mais le prolétariat de 1942 a derrière lui une expérience incomparablement plus grande que celui de 1871. Et aucune répression, aucune union de Hitler et de Pétain dans le sang des ouvriers, ne sauront empêcher le triomphe de la Commune de demain.

VIVE L'INDÉPENDANCE DES INDES !

Le gouvernement britannique, pressé par la menace de guerre qui pèse sur les deux frontières de l'Inde, a décidé, après 26 ans de promesses non tenues, d'accorder quelque attention aux revendications des hindous qui exigent l'indépendance de leur pays. Les raisons de ce tournant sont claires : si l'Empire veut ne pas périr, il faut que dans les usines et au front, le peuple hindou tout entier participe à l'effort de guerre. On a donc annoncé à son de trompe que Sir Stafford Cripps, ex-homme d'extrême gauche et aristocrate très bien renté, irait régler sur place la question du statut nouveau de l'Inde. Samedi 28 Mars, Sir Stafford Cripps, après une première série de consultations, publiait ses propositions ; on en peut dire une seule chose : elles constituent la plus réactionnaire et la plus cynique des dupes.

Laval au pouvoir ?

Le Vendredi 27 Mars, le Maréchal Pétain a reçu M. Pierre Laval. D'importantes et plus que secrètes négociations se poursuivent depuis lors à Paris et à Vichy. On ne possède pas encore d'indication sérieuse sur l'objet des conversations. Il n'est pourtant pas bien difficile de le deviner. Chacun comprend que la rentrée de Laval dans le ministère signifierait de nouvelles concessions à l'impérialisme allemand.

Laval, l'homme qui, avant 1914, n'a défendu par les pires compromissions les syndicalistes d'action directe que peut être l'instrument actif de la corruption du vieux syndicalisme ; Laval, qui n'a égalé pendant la guerre un pacifisme outrancier que pour se faire, contre son parti, une place dans le gouvernement jusqu'au-boutiste de Clemenceau ; Laval, qui, pendant dix années, s'est revendiqué de la république et du socialisme pour mieux instaurer en France les méthodes autoritaires du fascisme italien et faire passer ses décrets-lois de misère ; Laval, le plus sinistre renégat de la politique française, qui, pourtant, en compte tant ; Laval veut, par un nouveau maquignonnage, vendre la main-d'œuvre française à l'impérialisme allemand, pour la guerre contre l'U.R.S.S.

Ce vieux renard, qui tant de liens d'intérêt unissent aux compagnies de chemin de fer et aux banques, s'était prudemment tenu à l'écart tant que l'Allemagne subissait des revers. Il reparut maintenant et mise sur l'offensive de printemps. Mais, comme il ne se sent pas trop sûr du succès définitif, il n'est plus que l'homme des concessions limitées : celle qu'il propose maintenant serait de taille ; la réquisition de la main-d'œuvre civile française pour les usines allemandes, la déportation en masse des ouvriers français vers l'Allemagne.

Qu'il sache bien une chose : la classe ouvrière, qui le déteste, le hait et le vomit, n'est pas décidée à se prêter à son entreprise. Elle exigera que la main-d'œuvre française, fabrique, en France, avec les matières premières que livre le sol et le sous-sol de ce pays les produits et les machines indispensables pour organiser l'économie française, en vue de la paix.

Tu refuses de t'engager dans la Légion antihitlérienne ?

Alors, pourquoi vas-tu travailler en Allemagne ?

L'ÉGALITÉ POUR TOUS !

Les journaux allemands du 20 Mars ont publié les chiffres du rationnement en Allemagne. Nous publions ci-dessous les chiffres des rations correspondant aux catégories A et travailleur de force.

A partir du 6 Avril, les rations seront les suivantes :

(en grammes)	A	T 2
Pain, par jour	286	631
Matières grasses, par jour ..	29	82
Viande, par semaine	37	850

Elles étaient, avant cette date, les suivantes :

(en grammes)	A	T 2
Pain, par jour	35	664
Matières grasses, par jour ..	38	15
Viande, par semaine	400	100

Il faut ajouter à cette statistique que la consommation moyenne de pain est de beaucoup inférieure en Allemagne, en période normale, à ce qu'elle est en France et, à un repas au moins, il est remplacé par les pommes de terre. Il ressort avec évidence de ces tableaux que la population allemande est moins rationnée que ne l'est le peuple français. Si le rationnement est nécessaire et si tout le monde, en Europe, doit pouvoir échapper à la famine, il n'est que juste que le régime soit le même pour tous. Il faut publier les chiffres complets des rations distribuées dans tous les pays d'Europe et exiger, dans tous les pays, la distribution dans toute l'Europe de rations équivalentes, en fonction des habitudes d'alimentation dans chaque pays.

Voilà un moyen effectif d'unifier l'Europe, de faire tomber les barrières qui séparent les peuples !

Le droit de s'administrer elle-même est refusé dans l'immédiat à l'Inde. Aussi longtemps que durera la guerre l'Angleterre se réserve le droit de décider de la politique générale de l'Inde. Elle accepte pourtant que des personnalités politiques hindoues seulement participent à la mise en œuvre pratique de cette politique. Mais comme ces personnalités n'auront pas été désignées par des assemblées populaires, mais choisies au cours de tractations secrètes et douteuses, elles seront des otages entre les mains des dirigeants britanniques et non les représentants d'une Inde nouvelle.

D'autre part les propositions remettent l'élaboration de la nouvelle constitution à un corps excessivement réactionnaire. 150 délégués, élus au suffrage à deux degrés, représenteront 400 millions d'Hindous. Plus d'un quart des électeurs à l'Assemblée Constituante sera désigné par le vice-roi ; il est admis que les provinces pourront se constituer en une ou plusieurs unions. Cela a l'air d'une application très libérale du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est, en réalité, une manœuvre ultra-réactionnaire, contre laquelle la presse hindoue s'élève violemment. En effet, les Indes se divisent en trois sortes de régions : les régions agricoles riches, de moyenne et grosse propriété, dont la population est, en général musulmane ; des régions agricoles plus pauvres, dont la population, en général brahmaniste, est exploitée par une féodalité encore extrêmement puissante, rajahs, nabas, etc. ; enfin, des régions industrialisées, de population mêlée, les conditions de vie et les aspirations de cette population étant très proches de celles du prolétariat occidental. Il s'agirait donc de créer un bloc d'Etats réactionnaires, s'appuyant sur les féodaux et la moyenne paysannerie, contre les Etats où dominent les paysans pauvres et le prolétariat. Une fois de plus "diviser pour régner". On comprend, dans ces conditions, que la presse hindoue s'élève contre ce projet qui diviserait l'Inde, comme a été divisée l'Irlande.

Quant à la solution du problème social lui-même, à l'élévation du niveau de vie des masses ouvrières et paysannes, à la suppression de la féodalité et aux problèmes de la terre, ces problèmes que l'administration anglaise n'a fait que rendre plus urgent et plus aigus, Sir Stafford Cripps se garde bien de dire quelle solution il entend y apporter. En vérité, la façon dont ont été émancipés les autres dominions britanniques permet de prévoir ce à quoi il faut s'attendre : en accordant au Canada, à l'Australie, à l'Union Sud-Africaine l'indépendance politique, l'Angleterre a continué plus que jamais à importer des capitaux dans ces pays et à les exploiter économiquement.

Les masses hindoues ne peuvent accepter cette duperie. Les politiciens qui consentiraient à souscrire à de pareilles propositions n'engageront jamais le peuple hindou qui reste fidèle au mot d'ordre de l'indépendance immédiate et totale, au mot d'ordre de l'Assemblée Constituante populaire et de la Fédération des Peuples de l'Inde, au mot d'ordre de la terre aux paysans. Le peuple hindou sait que l'impérialisme nippon et l'impérialisme allemand sont ses ennemis ; il ne suivra jamais un Chandro Bose ; il s'élèvera contre toute domination de caste, de race ou d'argent. Mais il ne peut oublier qu'il est opprimé par l'impérialisme britannique, qu'il serait plus hypocritement opprimé demain s'il se laissait prendre aux mensonges de Cripps. Seule l'Inde pleinement et entièrement libérée de l'oppression politique, économique et sociale sera en mesure de se battre efficacement contre la réaction. C'est pourquoi les révolutionnaires de l'Inde, non seulement restent fidèles au mot d'ordre de la Constituante Populaire, mais mettront encore tout en œuvre pour le réaliser effectivement dans les mois qui viennent, avec ou sans l'autorisation du gouvernement de Londres.

Le Procès de Riom

La comédie de Riom continue. Blum et Daladier se défendent courageusement et n'ont pas de peine à démontrer la stupidité du procès où ils sont impliqués. Gamelin se fait. La fraction de la bourgeoisie française au pouvoir ne sait comment se dépatouiller de cette situation : condamner, c'est reconnaître la culpabilité de toute la bande, Pétain compris. Passer l'éponge ? Mais Hitler est là, et déjà il grince des dents parce qu'on n'ose dire que les accusés sont responsables, et seuls responsables, du déclenchement de la guerre. Comme Clemenceau en 1918, Hitler, en 1942, entend qu'il soit bien admis par tous que les coupables ne sauraient se trouver que du côté des vaincus. Et il y a dans ses paroles une menace mal déguisée.

Mais en suivant les débats de Riom, et notamment les déclarations de Blum, nous apprenons des choses intéressantes, qui ne font que confirmer ce que nous savions du rôle des soi-disant chefs ouvriers.

— « Comment, dit Blum, vous me reprochez l'agitation ouvrière de Juin 36 ? Mais c'est moi qui, au contraire, l'ai empêché de dégénérer en guerre civile. Des millions d'ouvriers passaient à l'action. Le patronat lui-même reconnaissait l'impossibilité d'employer la force. Pour empêcher l'insurrection, il fallait les accords Matignon. J'ai toléré les occupations d'usines ? Mais si les ouvriers n'avaient pas été sur le lieu du travail, ils seraient descendus dans la rue. »

Ainsi Blum rappelle les services rendus par lui à la bourgeoisie française. Il nous apprend, en outre, des détails inédits sur le rôle du stalinisme : l'ambassadeur de l'U.R.S.S., Potemkine, est intervenu pour que les usines Schneider ne soient pas nationalisées. Schneider, en effet, menaçait l'U.R.S.S. de ne pas lui livrer du matériel de guerre commandé si une pression n'était pas exercée dans ce sens sur le gouvernement français. On voit donc comment les staliniens, au nom de l'intérêt de l'U.R.S.S., mal compris (car qui ne se rend compte aujourd'hui de l'aide qu'une France Soviétique aurait pu apporter à l'U.R.S.S. ?), ont fait le jeu des capitalistes français.

Un jour, que nous espérons proche, les mauvais bergers du prolétariat seront jugés. Ils devront alors rendre compte, non de la façon dont ils ont perdu la guerre de la bourgeoisie française, mais de leur trahison de la révolution prolétarienne.

Le vrai visage de l'Amérique en guerre

Vendredi 27 Mars, le Président Roosevelt annonçait que la Cour Fédérale suspendait pour la durée de la guerre, toute poursuite contre les trusts, cartels, holdings, qui auraient contrevenu à la loi contre les trusts. Le prétexte invoqué est que de telle poursuite risquerait de gêner la marche des entreprises travaillant pour la défense nationale. La vérité est pourtant qu'il s'agit de nombreux témoignages publiés par la presse américaine que la domination des trusts sur les fabrications d'armement a diminué considérablement le rendement, ruiné des centaines de milliers de petits et moyens patrons, contraint des centaines de milliers d'ouvriers au chômage.

La vérité, c'est que M. Roosevelt entend protéger les profits des trusts. Et dans le même temps, M. Donald Nelson, président de l'Office de la Production de guerre, annonçait son intention de supprimer les primes pour le travail des dimanches et fêtes, ainsi que le monopole syndical sur l'embauche, qui est une garantie efficace des salaires. Les deux centrales syndicales américaines se sont élevées avec une extrême énergie contre toute tentative de réduire le niveau de vie des travailleurs et de porter atteinte aux droits acquis.

Ils ont ainsi montré une voie juste. On ne peut pas battre l'hitlérisme en faisant le lit de la réaction dans son propre pays. C'est, au contraire, en dressant partout dans le monde le bloc uni des exploités en face des entreprises internationales de la réaction qu'on préparera le moment où les forces unies du prolétariat international et du prolétariat allemand renverseront la dictature nazie.